

Petro Symonenko : « Il y a une hystérie anti-communiste en Ukraine depuis le coup d'état »

<http://www.humanite.fr/petro-symonenko-il-y-une-hysterie-anti-communiste-en-ukraine-depuis-le-coup-detat-542648#sthash.ts7q5HbK.dpuf>

Ukraine

TRADUCTION PATRICK KAMENKA ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE AUBOUARD

MARDI, 3 JUIN, 2014



Petro Symonenko, secrétaire général du Parti communiste ukrainien (PCU), a été l'objet d'une tentative de meurtre le 16 mai dernier à Kiev par des miliciens d'extrême droite. Il témoigne dans nos colonnes de l'effondrement démocratique dont son pays est le théâtre.

Reconnaissez-vous le résultat de l'élection présidentielle qui a vu Petro Porochenko élu dès le premier tour ?

Petro Symonenko Tout d'abord, le PCU condamne le bain de sang dans la région du Donbass. Nous exigeons la fin immédiate de la guerre, le retrait des troupes, ainsi que celui des unités de police et des forces des services spéciaux (SBU). Nous demandons enfin la mise en place d'une table ronde pour entamer des discussions sur la situation dans la région. Concernant cette élection, nous ne la reconnaissons qu'en partie. Car toutes les régions n'ont pu participer à ce scrutin. Il y a eu aussi des pressions sur la commission électorale et les candidats. Quant à Porochenko, c'est un oligarque. Il poursuivra donc cette guerre pour défendre les intérêts du régime en place. Il est aussi l'homme des États-Unis, qui ont soutenu ce processus et qui considèrent l'Ukraine comme un centre d'intérêt géostratégique. Après l'indépendance, en 1991, Washington a investi 5 milliards de dollars. Ainsi, de nombreux hauts fonctionnaires actuellement

en place ont été formés par les États-Unis, de même que les milices armées qui ont opéré à Maïdan. Il existe des documents à ce sujet.

Contrairement à la situation de la Crimée, où la question identitaire prévalait, ne s'agit-il pas pour la région du Donbass d'un problème plus économique et social ?

Petro Symonenko Oui, c'est exact, et l'on voit d'ailleurs déjà les conséquences négatives de la politique menée par le gouvernement par intérim. Actuellement, un grand nombre d'entreprises n'ont plus de contrats de production pour 2014 et ont dû suspendre leur activité. Le Donbass est la région d'Ukraine la plus industrielle : énergie, chimie, industrie d'armement, etc. C'est pourquoi le choix de la politique économique de l'Ukraine vers l'Ouest ou vers la Russie est crucial pour la région, et le référendum du 11 mai ne correspond pas à une volonté de scission des citoyens du Donbass mais à un acte de protestation contre le régime de Kiev. À ce sujet, je précise que le PCU a pour principe de défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais il défend aussi le principe que les citoyens puissent décider de leur sort par le biais de référendums. En Crimée, des citoyens ont dénoncé la fascisation du régime, et sa politique vis-à-vis de l'Otan et du FMI. Ils ont utilisé leur droit constitutionnel à défendre leurs intérêts propres. Le PCU avait pourtant proposé que les parlementaires de Kiev se rendent en Crimée et organisent une table ronde pour écouter les doléances des habitants. Malheureusement, le gouvernement national-fasciste a refusé. Par ailleurs, la décision de Kiev d'armer 10 000 supplétifs tatars a mis le feu aux poudres. La perte de la Crimée est donc bien le résultat de la politique stérile et criminelle de ce gouvernement qui s'est contenté de rejeter la faute sur la Russie avec qui, sans relations mutuellement avantageuses, l'Ukraine n'a pas d'avenir. Ce sentiment est conforté par l'examen de la situation en Bulgarie, en Roumanie, dans les Balkans, mais aussi en Grèce, au Portugal ou en Espagne, qui ont choisi l'UE. Avant la crise, le PCU avait demandé qu'un diagnostic soit réalisé sur les conséquences des deux choix, aussi bien sur le plan économique que social. Ce qu'aucun gouvernement n'a fait. Le PCU a aussi proposé d'organiser un référendum. J'ai personnellement rencontré plusieurs commissaires européens pour leur signifier que si l'on n'organisait pas une telle consultation cela déboucherait sur un bain de sang. Mais l'opposition pro-UE a saisi la justice afin d'interdire le processus référendaire.

Reconnaissez vous ces référendums populaires et leurs résultats aussi bien en Crimée que dans l'est de l'Ukraine ?

Petro Simonenko. Le PCU a pour principe de défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais il défend aussi le principe que les citoyens puissent décider de leur sort par le biais de referendum sur les questions régionales ou nationales. En Crimée, après le coup d'Etat de février à Kiev, des citoyens ont dénoncé la fascisation du régime, et de sa politique vis à vis de l'Otan et du FMI. Ils ont utilisé leur droit constitutionnel à défendre leurs intérêts propres. Le PCU avait pourtant proposé que les parlementaires de Kiev se rendent en Crimée et organisent une table ronde pour écouter les doléances des habitants. Malheureusement le gouvernement national-fasciste qui venait de se constituer a refusé nos propositions de table ronde et, au contraire, a décidé de

saisir le procureur pour menacer les militants de la cause pro-criméenne de poursuites judiciaires. Par ailleurs, la décision de Kiev d'armer 10.000 supplétifs tatars a mis le feu aux poudres. La perte de la Crimée est donc bien le résultat de la politique stérile et criminelle de ce gouvernement qui s'est contenté de rejeter la faute sur la Russie.

Quel est le choix du PCU sur les questions d'intégration économique à l'Europe ou à la Russie ?

Petro Simonenko. A titre personnel, je suis persuadé que sans relations mutuellement avantageuses avec la Russie, l'Ukraine n'a pas d'avenir. Ce sentiment est conforté par l'examen de la situation en Bulgarie en Roumanie, dans les Balkans, mais aussi en Grèce au Portugal ou en Espagne qui ont choisi l'UE. Avant la crise, le PCU avait demandé qu'un diagnostic soit réalisé sur les conséquences des deux choix aussi bien sur le plan économique que social. Ce qu'aucun gouvernement n'a fait. Le PCU a aussi proposé d'organiser un référendum afin que le peuple choisisse la voie à suivre. J'ai personnellement rencontré plusieurs commissaires européens pour leur signifier que si l'on n'organisait pas une telle consultation cela déboucherait sur un bain de sang. Mais l'opposition pro-UE, a saisi la justice afin d'interdire le processus référendaire.

Pourquoi, dans cette situation, votre parti, qui compte 114 000 adhérents et qui a fait 13 % aux dernières législatives de 2012, a-t-il décidé de se retirer de la présidentielle ?

Petro Symonenko. Après le coup d'État, on a assisté à la formation de milices armées illégales qui ont régné par la violence et la terreur politique. Les candidats de l'opposition ont été interdits de campagne et les médias ont été sévèrement censurés. À Odessa, l'incendie criminel qui a fait plus de 40 morts a secoué le monde entier. À Marioupol, le régime a fait tirer sur les participants aux célébrations du 9 mai (fête de la victoire sur le nazisme). Il y a aussi une hystérie anticommuniste depuis le coup d'État. Des camarades ont été molestés. Certains ont été emmenés dans des forêts et ont été battus. Des bâtiments du Parti ont été détériorés ou réquisitionnés par les milices fascistes du régime. Quelques jours avant le scrutin présidentiel, une procédure d'interdiction du Parti communiste a même été mise en route par le procureur général d'Ukraine, Oleh Makhnitsky, membre du parti d'extrême droite Svoboda. Pour toutes ces raisons et au nom du Parti communiste ukrainien, j'appelle la France à prendre la mesure de ce qui se passe réellement dans mon pays.

Reçu par le Front de gauche

Petro Symonenko a été reçu mercredi dernier à l'Assemblée nationale par le groupe Front de gauche afin de faire part de la situation en Ukraine. Par ailleurs, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a invité le PCU à participer aux travaux de la

réunion du PGE à Bruxelles, les 6 et 7 juin, pour informer les partis membres et pour développer la coordination entre le PCU et le PGE. Le PCF a également répondu favorablement aux demandes d'aide juridique du PCU face aux menaces d'interdiction qui pèsent sur lui .